6e ANNÉE. N° 528 — VENDREDI, 19 SEPTEMBRE 1851.

ON S'ABONNE:

A CONSTANTINOPLE, au Bureau du Journal *A Galata*.
DANS LES VILLES DE LITTORAL, à l'Agence des Paquebots français.
A MALTE, chez *M. G. Muir*, libraire.
A MARSEILLE, chez Mr veuve *Camoin*.
A LONDRES, chez *MM. James Cowie et Son*, Foreign Newspaper Office, 1, St Ann's Lane, general Post Office.

JOURNAL DE CONSTANTINOPLE
ECHO DE L'ORIENT.

PRIX DE L'ABONNEMENT:
CONSTANTINOPLE..... un an, 8 colonnes.
6 mois, 4 »
PROVINCES ET ETRANGER un an, 9 »
6 mois, 5 »

PRIX DES ANNONCES:
La ligne..... 5 piastres du G.-S.
Le journal paraît les 4, 9, 14, 19, 24, 29 de chaque mois.
Les abonnements datent du 1er et du 16.

INTÉRIEUR.

CONSTANTINOPLE, 19 Septembre.

—

Le roman est le trait caractéristique de l'époque, du moins en France, et parmi les nombreuses sortes de romanciers, on en distingue deux fort tranchées : les *sérieux* et les *fantaisistes*. Les uns prennent une idée morale, la développent et la terminent en leçon pour leurs lecteurs. Les autres s'emparent d'un caprice, le délayent avec toute espèce de drôleries et arrivent à une conclusion de hasard, mais jamais de sens.

Comme dans les catégories diverses de romans, il y a le *roman-nouvelle*, les correspondans des journaux ont jugé convenable, par esprit d'imitation, de faire la *nouvelle-roman* et de se classer aussi en *sérieux* et *fantaisistes*. Les premiers racontent, les seconds inventent. En voici un exemple; nous le trouvons dans l'*Opinion Publique* du 24 août.

La *Gazette du Midi* a reçu des lettres de Syrie, qui toutes rapportent les mêmes faits, sinon elle se serait abstenue d'en parler; et ces faits, dit-elle, sont fort graves. Les vaincus d'Alep veulent une revanche, et si le corps consulaire n'eût averti les autorités, les chrétiens de Tarsous et d'Adana tombaient tous sous le fanatisme des musulmans. Ce journal croit, il est vrai, que la vigilance de Réchid pacha, qui a envoyé un commissaire sur les lieux, finira par mettre les fanatiques à la raison. Mais il nara bien du mal, à en juger par les événemens qui ont éclaté dans le pachalik de Marash. Nous les lui laissons raconter, bien entendu d'après ses correspondans :

« La ville de Karpouth, voisine des monts Taurus, a renversé du banquier du gouvernement un monument dont la raison tentait fort la cupidité de la population musulmane. Un certain nombre de créanciers se rendirent chez le banquier, le menacèrent de livrer les fonds déposés chez lui, et, sur son énergique refus, appuyé par un nombreux personnel de domestiques et de voisins, les pillards durent se retirer avec honte et colère. Ils revinrent bientôt pour revenir avec un renfort de malfaiteurs; renouvelèrent leurs sommations et firent de nouveau repousser; alors leur rage se porta sur les chrétiens, ces réfugiémistes du sérasq, et tous ceux qui furent rencontrés dans les rues périrent impitoyablement massacrés.

Les lettres de la ville même de Karpouth portent à quatre-vingts le nombre des victimes; les correspondances que nous avons eues sous les yeux avient toutefois à croire que ce nombre aura été exagéré. »

L'*Opinion Publique*, comme tous les autres journaux, a reproduit cette correspondance dans son numéro du 24 août, mais elle la fait précéder d'une colonne de réflexions pour en atténuer l'effet, et cependant elle croit à la vérité des faits racontés. De tous les journaux de France, il n'en est pas qui rendent plus qu'elle justice à la sagesse du gouvernement impérial, et lorsqu'il arrive des troubles sur un des points de la Turquie, elle a le bon goût de n'en pas faire remonter la responsabilité jusqu'à la S. Porte. Cela tient à deux causes : sa loyauté et ses correspondans qui sont *sérieux*. La *Gazette du Midi* et bien d'autres journaux ont des correspondans parfois *fantaisistes*, et rien ne le prouve mieux que le récit que nous venons de citer. On donne la situation géographique des lieux, on fait intervenir un saraf dont la caisse est l'objet de la convoitise des fanatiques musulmans, mais dont l'énergie repousse leur criminelle tentative; on fait revenir à la charge ces fanatiques qui, la rage dans le cœur, se vengent cette fois sur tous les chrétiens qu'ils rencontrent, et on pousse la vérité historique jusqu'à désigner le nombre des victimes de la barbarie musulmane, qu'on *aime à croire* cependant exagéré.

On voit que tout est circonstancié dans la narration; rien n'y manque, rien, si ce n'est la vérité, et nous *aimons* à affirmer de la manière la plus nette que la correspondance de la *Gazette du Midi* est l'œuvre d'un *fantaisiste* et qu'il n'y a pas le plus petit mot de vrai, quant à ce qui concerne Kharpout; et le commissaire que la S. Porte a envoyé à Adana sur la foi sans doute de quelques autres *fantaisistes*, pour y faire une enquête, a trouvé tous les habitans de cette localité fort étonnés de sa présence parmi eux dans un pareil but, et son embarras a été extrême, ou, pour mieux dire, il n'en a eu d'aucune sorte : si on n'a pas de lièvre pour faire un civet, on ne le fait pas; il en est de même d'une enquête; quand tout manque pour la faire, tout absolument, même la plus légère agitation, la moindre croquignote, on ne la fait pas non plus, et c'est à quoi s'est arrêté le commissaire sus-indiqué. La tranquillité n'avait pas plus été troublée à Adana qu'à Kharpout.

Le fond de notre article est peut-être un peu badin; c'est le seul qui convienne lorsqu'il s'agit de correspondans-fantaisistes, et c'est certainement à l'un d'eux que l'on doit les bruits plus ou moins enjolivés, mais entièrement faux, qui circulent à Péra et à Galata, depuis quelques jours, sur de graves désordres qui auraient éclaté à Van et à la Mecque, et que nous verrons sans doute figurer prochainement dans les colonnes de quelque journal d'Europe.

Puisque c'est sur des lettres de Syrie que la *Gazette du Midi* a fait la correspondance en question, nous la prions de lire le petit article suivant que nous avons écrit sur la donnée d'un homme qu'elle estime, donnée qui ne diffère pas de celle qui a servi à un de ses propres articles du 31 août dernier; elle y verra que la situation de ce pays est aussi satisfaisante que possible.

—

Par le dernier paquebot français, est arrivé à Constantinople Monseigneur Murad, archevêque Maronite de Laodicée, qui a fait un long séjour dans le Mont-Liban, notamment pendant les trois dernières années.

Ce prélat, qui a fait, à diverses reprises, de nombreux voyages dans cette province de l'Empire, nous a confirmé les rapports de tous les voyageurs qui viennent de ce pays, à savoir que l'administration de cette province fait tout son possible pour répondre dignement aux vues paternelles de S. M. I. le Sultan pour le bonheur et la prospérité de ses sujets, sans aucune exception de croyance. Les ordres formels du Grand-Vézir Réchid Pacha et de A'ali Pacha sont exécutés avec la meilleure volonté par les dépositaires du pouvoir et particulièrement par Wamik Pacha, gouverneur de Beyrout, et l'effet de cet état de choses est d'abord une grande tranquillité qui règne et permet au commerce et à l'industrie de se développer librement sous les auspices de la volonté impériale, dont ses ministres sont les interprètes intelligents. Aussi tous les habitans, contents de cette heureuse situation, que Monseigneur Murad a pu pleinement apprécier pendant le long séjour qu'il a fait en Syrie, ne tarissent-ils pas d'éloges pour ces dignes ministres de S. M. I. et adressent-ils au ciel des vœux sincères et tous les jours renouvelés pour la conservation des jours augustes du Souverain qui semble n'avoir d'autre ambition que le bonheur de ses sujets.

Le gouverneur de la province de Saïda, Wamik pacha, qui réside à Beyrout, est un homme de probité, d'activité et d'intelligence. Il veut voir et connaître par lui-même toutes les affaires; aucune distraction ne peut lui faire perdre un moment de sa journée; toutes ses heures sont occupées par les devoirs de son administration, dont le but est le bien et la prospérité de son pachalik. Monseigneur Murad nous a confirmé ce que nos correspondances, et tous ceux qui arrivent de cette province, nous ont déjà fait connaître, c'est que toute la population, rendant justice à ses hautes qualités, est très satisfaite de son administration et prie le ciel que le gouverneur soit conservé à ses administrés.

—

La Perse est une contrée peu connue, bien qu'il se fasse un très grand commerce entre ce pays et l'Europe. On en sait cependant une chose certaine, c'est que cette nation se débat depuis longtemps dans le plus affreux désordre. On ne saurait donner exactement une idée de son organisation politique et sociale; mais on peut affirmer qu'elle se meurt dans l'anarchie.

Telle était la situation de la Turquie il y a quelque trentaine d'années, et l'on désespérait d'elle, faute de la connaître, car il faut bien le dire, l'empire ottoman n'était guère mieux connu alors que ne l'est aujourd'hui le royaume de Perse. A l'heure qu'il est, et depuis long-temps déjà, tout le monde est rassuré sur son compte et sait le beau rôle qu'elle est appelée à jouer dans le développement des futures destinées de l'Orient et de l'Occident. Pour en arriver là, il a fallu anéantir les abus qui la perdaient et l'initier à la vie nouvelle. Ça été l'œuvre de l'énergique destructeur des janissaires et de son digne successeur.

Pour que la Perse ait un sort aussi heureux que la Turquie, il lui faut un démolisseur rude comme Sultan Mahmoud et un régénérateur persévérant comme Sultan Abdul-Médjid. Sa fortune les lui donnera-t-elle? L'avenir nous le dira, mais rien n'indique, en ce moment, qu'elle soit sur la voie de ce bonheur.

M. Ferrier, qui a gagné, dans ce pays, les épaulettes d'adjudant-général, y a rempli des missions importantes dans l'espace d'une douzaine d'années. Il l'a parcouru dans tous les sens, s'est trouvé mêlé à toutes ses affaires, et pour un homme de son intelligence, c'était assurément plus qu'il ne fallait pour qu'il s'en formât une idée vraie. Nos lecteurs connaissent depuis long-temps M. Ferrier: c'est lui qui nous adressait les lettres excellentes sur la Perse qui ont paru dans le *Journal de Constantinople* pendant les années 1847 et 1848.

M. Ferrier a quitté le service de la Perse, et depuis quelques mois, il est en Turquie, où il se propose d'utiliser ses loisirs en écrivant sur ce pays. Personne n'est plus en état que lui de faire un bon travail sur la Perse. En attendant cette œuvre de longue haleine, il a bien voulu nous envoyer de Smyrne la lettre suivante, où nos lecteurs trouveront des appréciations intéressantes sur la situation actuelle de ce royaume.

Smyrne, 10 août 1851.

Monsieur le Rédacteur,

Je vous ai promis dans ma dernière lettre, insérée dans votre numéro du 4 juillet 1851, d'éclairer vos lecteurs sur la marche administrative de Mirza-Taghi, premier ministre du Chah de Perse. Je ne puis vous en donner une idée plus exacte qu'en établissant une comparaison entre son administration et celle de son prédécesseur.

Les Persans aiment, avant tout, le luxe, le confortable et un vernis plus ou moins grand nombre d'entr'eux vit inoccupé aux dépens de la plus petite et plus pauvre partie de la population. Ceci n'est point un usage récent; il paraît, au contraire, avoir été adopté dans ce pays dans les temps les plus reculés.

Sous le précédent règne, le gouvernement des provinces était accordé au plus offrant et dernier enchérisseur, et l'heureux adjudicataire, peu scrupuleux sur le choix des moyens, se hâtait de presser ses administrés, pour se couvrir de ses avances et réaliser le plus tôt possible des bénéfices, s'étant jamais sûr de conserver le bénéfice de son lucrative place. Il y avait un autre côté non moins déplorable dans l'administration de cette époque; c'est que la plus grande partie des districts de la Perse avaient été érigés en fiefs, ne payant que de faibles redevances au trésor public, et donnés sans concurrence à une foule d'intrigans incapables de rendre le plus léger service à l'État. Le nombre des employés, ainsi rétribués, s'élevant à plus du quart de la population, ils entretenaient pour leur service particulier, sans les payer, une foule de domestiques désœuvrés, ne subsistant qu'en employant les plus coupables moyens, et l'administration de ces petits tyrannaux était un véritable pillage: ils consistait à prendre partout où ils trouvaient, suivant les besoins de leurs maîtres, les leurs propres et les exigences de la cour.

Mahomed Chah ne se faisait point illusion sur les résultats de ce triste système; mais son état maladif le rendait craintif, inquiétait du sort des sujets et, craignant des perturbations que toute innovation pourrait introduire dans son Empire, il laissait gaspiller autour de lui, ne demandant qu'à jouir en paix des douceurs de la royauté, vivant au jour le jour sans se préoccuper du lendemain et s'en reposant complètement du soin de gouverner sur son premier ministre, Hadji-Mirza-Aghassi. Celui-ci, mort en août 1847, dans la sainte ville de Kerbelah, n'avait pas la sympathie de ses compatriotes; on s'accordait cependant à lui reconnaître de la fermeté en plutôt une grande tenacité, un esprit éclairé et une nature généreuse et bienveillante, quoique brusque. Malheureusement son langage était trop souvent blessant et même parfois cynique. En arrivant au vizirat, en 1835, il fit de louables efforts pour donner à la Perse plus d'unité gouvernementale et pour introduire un peu d'honnêteté dans l'administration. A l'exemple de Louis XI et de Richelieu, il amoindrit la puissance des grands feudataires et mit à l'écart quelques centaines de princes, fils et petits fils de l'empereur Feth-Ali Chah, qui maintenait l'État et aspiraient tous, plus ou moins, au souverain pouvoir; il les remplaça dans le gouvernement des provinces par des gens d'une extraction moins noble, mais lui étant entièrement dévoués. Ce premier succès était grand sans doute; cependant il restait incomplet devant l'obstination apportée par les nouveaux fonctionnaires à continuer le système que voulait déraciner le premier ministre, c'est-à-dire le pillage de leurs administrés. Les efforts de Hadgi-Mirza-Aghassi pour les réprimer restèrent infructueux. Après avoir vainement lutté contre eux jusqu'en 1837, se voyant débordé de toute part et impuissant à faire triompher ses vues bienfaites autrement que par de sanglantes exécutions, il préféra abandonner les projets d'amélioration que d'employer des moyens trop rigoureux et laissa piller ses subordonnés. Mais quand, bien repaus de richesses, les plaintes arrivaient contre eux des populations soumises à leur juridiction, il les obligeait de revenir à la cour et leur faisait rendre gorge, à son profit, de toutes leurs concussions; malheureusement il ne songea jamais à indemniser les infortunés dépouillés par ses agens et rejeta brutalement leurs réclamations. Peu à peu il prit goût à ce système prévaricateur et son avidité pour les richesses ne connut bientôt plus de bornes; disposant d'un pouvoir absolu, il s'en servit surtout pour s'approprier de riches immeubles sans indemniser leurs propriétaires, et se procura ainsi cinq millions de francs de revenu. Ses prédécesseurs avaient quelquefois employé de pareils moyens pour s'enrichir, mais jamais aussi ouvertement que lui; aussi rarement en Perse la haine fut-elle plus vive contre le pouvoir, jamais ministre n'accumula sur sa tête autant de malédictions; chacun formait des vœux pour sa chute dans l'attente d'un meilleur avenir; ce fut donc sinon avec joie, du moins le cœur rempli d'espérance qu'on le vit remplacé, en 1848, par Mirza-Taghi, comme alors pour avoir assisté en qualité de commissaire persan aux conférences d'Erzeroum.

Ce nouveau ministre s'annonça comme un grand réformateur, et faisant abstraction de toute modestie, il promit d'éclipser les travaux de Pierre-le-Grand. L'emphase de cette déclaration produisit un effet contraire à celui qu'il avait espéré, car bien des personnes voulant le juger à ses œuvres avant de prendre parti pour lui, se refroidirent sensiblement en le voyant si prodigue de promesses. Aujourd'hui l'opinion est arrêtée de toute part et avec connaissance de cause sur son compte; il gère depuis trois ans les affaires de la Perse avec un pouvoir sans limite; jamais nul ministre n'en posséda de plus étendu et jamais, non plus, nul autre n'en fit un pareil abus; il a dépassé en cruauté les déprédations de son prédécesseur; mais il s'est bien garde de l'imiter dans sa clémence et sa générosité. On avait cru d'abord qu'un acte de grande justice allait signaler son entrée aux affaires, et les propriétaires injustement dépossédés de leurs biens dans le précédent règne, avaient la bonhomie de penser qu'on allait les leur restituer; mais ils avaient trop compté sur les promesses et le désintéressement de Mirza-Taghi. Le premier décret rendu par Nasser Eddin Chah leur apprit que ces propriétés retirées à Hadji Mirza Aghassi, seraient désormais partie du domaine de la couronne et seraient administrées par le premier ministre. — Cette mesure étouna; mais comme, en définitive, elle ne froissait que les intérêts des propriétaires injustement dépossédés, les serviteurs et créanciers de l'État ne s'en occupèrent pas davantage, pensant que tout ce qui serait ajouté au revenu du domaine confisqué n'entrerait dans le trésor, où déjà plus de 20 millions de francs en espèces étaient déposés, que pour passer dans les mains et solder leurs créances. S'ils eussent alors connu tout ce que le fond de la pensée de Mirza Taghi cachait, ils n'auraient jamais compté sur une pareille promesse; car elle n'était faite effectivement que pour éviter trop de désaffection et d'embarras en une seule fois. Dès que la sensation produite par le décret impérial fut passée, ces trop confiants créanciers, qu'on avait pu indemniser sans beaucoup d'efforts, apprirent avec stupéfaction que le premier acte de spoliation de Mirza Taghi allait être suivi d'un autre non moins odieux. Celui qui venait de s'annoncer comme un homme bien plus éclairé, bien plus équitable que Pierre-le-Grand, venait de décider dans sa haute justice qu'il ne reconnaîtrait pas les dettes de l'État, la banqueroute venait d'être déclarée!... et quelle banqueroute! celle d'un pays n'ayant aucune dette publique, jouissant d'un revenu de 60 millions de francs et ayant en caisse un actif du double plus fort que son passif. — Aussi les ministres étrangers ne tinrent pas aucun compte de cette étrange déclaration et les européens créanciers du gouvernement persan furent indemnisés, à l'exception des français cependant, ayant le tort aux yeux du premier ministre d'être les amis désintéressés de la Perse, de lui avoir rendu plus d'un service, et d'être complètement abandonnés par leur gouvernement. — Mais revenons aux Persans. La banqueroute leur ouvrit les yeux, et comme les prétendues réformes administratives les suivirent de près, tout le monde fut détrompé sur leur valeur réelle; elles consistaient principalement en diverses mesures devant amener une notable augmentation dans le revenu de l'État. Effectivement, l'impôt fut quintuplé, décuplé même dans certaines localités et pesa plus particulièrement sur les agriculteurs déjà considérablement obérés et pressurés; mais on les laissa crier sans concevoir de sérieuses inquiétudes, car ce n'est pas la mécontentement des travailleurs et des producteurs qu'on redoute en Perse, mais seulement celui des pillards, des voleurs, de cette horde de fainéants vivant de rapines et d'extorsions. Cependant Taghi fit acte d'un certain courage en tirassant, autant qu'il put le faire sans danger, la source illicite des revenus de ces trop nombreux parasites; mais il devint bientôt évident qu'il agissait ainsi bien moins dans l'intérêt des opprimés que dans le sien propre, car en diminuant le revenu de quelques milliers de pillards, il se substituait à leur place et augmentait de sien. Les coulisses ne trouvèrent donc point cette mesure aucun allégement aux charges pesant sur eux, étant obligés de payer aujourd'hui à l'État une somme plus forte que celle qu'ils donnaient autrefois à ces oppresseurs différens avec lesquels ils avaient la ressource de transiger; mais il n'en est plus ainsi et l'impôt rentre en totalité au trésor du Chah. Ce serait certainement une amélioration si ce trésor, dont le premier ministre dispose à son gré, subventionnait à dépenses d'utilité publique, si l'on s'en servait pour construire des routes, des réservoirs d'eau, des ponts, des caravansérails dans les gîtes abandonnés, et dont la Perse est aujourd'hui presque totalement dépourvue; mais Mirza Taghi a bien autre chose à faire vraisemblement que de songer à de pareils travaux; il a bien assez de ceux qu'il entreprend pour son propre compte, à Téhéran, soit pour se loger avec un luxe royal, soit pour augmenter son revenu, et c'est dans cela seulement que le Pierre-le-Grand persan a trouvé des réformes utiles à établir. Les notables de la contrée voyant opérer dans l'intérêt seul du premier ministre, tandis que leurs appointements et leurs bénéfices étaient considérablement diminués, se prononcèrent assez défavorablement contre ce système trop personnel; mal leur en prit; car, sans respect pour leurs anciens services datant pour la plupart du règne de Feth-Ali Chah, ils furent révoqués de leurs fonctions, dépouillés de leur bien, arrêtés et exilés ou emprisonnés dans des forteresses. Ils durent s'estimer heureux d'en être quittes à si bon compte car pour la noblesse secondaire et le peuple, Mirza Taghi employa des moyens plus expéditifs; pour une bagatelle, pour satisfaire une vieille rancune personnelle, il leur crevait des délits imaginaires, et faisait mettre à mort des pauvres diables méritant tout au plus un court emprisonnement, car si la plupart d'entr'eux avait quelque chose à se reprocher, ce ne pouvait être à coup sûr que d'avoir tenu en public des propos trop vrais. — On peut assurer sans exagération que pendant les deux premières années du vézirat de Mirza Taghi, le nombre d'exécutions capitales a été du double plus élevé que celles ayant eu lieu pendant les quatorze années du ministère de son prédécesseur Hadji Aghassi. — Tant de sang répandu n'a pourtant pas affermi cet homme au pouvoir, car il est très généralement détesté et n'a su s'appuyer sur aucun parti. Le jour où la confiance de Nasser-Eddin Chah lui fera défaut, il deviendra un paria, un objet d'horreur pour tout le monde, car il n'a pas même eu l'adresse de s'attirer l'affection des gens qu'il a le plus favorisés; ils le servent pour de l'argent et l'abandonneront pour qui les payera mieux que lui. Du reste, il suffit de voir le premier ministre pour être édifié sur son compte : son regard farouche et oblique ne peut soutenir celui de son interlocuteur; on voit l'hypocrisie et la fourberie peintes sur tous ses traits, et c'est sans sourciller, sans éprouver la moindre émotion qu'il nie ses promesses les plus solennelles, et même son propre cachet (l'on sait qu'en Orient le cachet ou sceau remplace la signature).

Mirza Taghi n'est arrivé au poste de premier ministre qu'à la faveur de l'inexpérience du jeune Chah qui venait de sortir récemment du palais de son père quand la couronne lui est échue; il serait difficile de se prononcer complètement sur le compte de ce prince dont la carrière politique commence à peine; toutefois on peut dire dès à présent qu'il n'a aucun vice trop apparent ni un mérite hors ligne, et qu'il pourrait se faire aimer de son peuple s'il avait un tout autre premier ministre; étant entouré de gens vendus à ce dernier, il ne peut savoir un mot de vérité sur ce qui se passe dans l'intérieur de son Empire; on ne peut donc le rendre responsable du système inique qui le régit. Taghi lui fait les promesses les plus séduisantes, l'assure que ses réformes ont ramené l'âge d'or en Perse. Et comme toute la cour fait chœur autour de lui, il n'a aucune raison pour se défier de leurs assertions. Telle est aujourd'hui la situation de l'Empire bien gardé d'*Irak*. Bien du peu serait celui qui croirait à sa régénération et aux éloges pompeux que se donne le premier ministre du Chah dans la *Gazette de Téhéran*.

Cet article, déjà trop long, ne contenant pourtant qu'une bien faible partie de ce que j'ai à vous communiquer sur la Perse et sur Mirza-Taghi, je vous transmettrai d'ici à peu de temps d'autres détails formant le complément de ceux-ci.

Agréez, Monsieur le Rédacteur, etc.

L'adjudant-général, J. P. FERRIER.

—

Le courrier de Vienne arrivé hier nous a apporté les journaux de France jusqu'au 5 septembre et le *Corriere Italiano* jusqu'au 9. Nous extrayons de ce dernier les dépêches télégraphiques suivantes :

PARIS, 5 *Septembre*. — Jusqu'à présent les arrestations montent à deux cents. Le bruit d'un coup d'état est décidé de fondement.

(*Voir plus bas, à la rubrique de l'extérieur.*)

PARIS, 8 *Septembre*. — Le bruit d'un changement de ministère est invraisemblable.

—

Nous apprenons par des lettres arrivées par le bateau de Galatz que la France, d'accord avec l'Angleterre, proteste contre l'occupation d'une partie du territoire suisse par l'Autriche.

—

Dimanche dernier, le conseil des ministres s'est réuni à la Porte, sous la présidence du Grand-Vézir.

—

Par ordonnance impériale en date du 17 septembre :

Ahmed bey, premier secrétaire du conseil de la guerre, est nommé lonctionnaire du premier rang de la seconde classe.

—

NOUVELLES DIVERSES.

Aujourd'hui vendredi S. M. le Sultan, accompagné de sa suite ordinaire, s'est rendu à la mosquée d'Emir-Ghian, et y a assisté à la prière de midi.

— Méhémet pacha, gouverneur-général d'Alep dont nous avons annoncé l'arrivée dimanche, s'est rendu mardi et mercredi derniers à la S. Porte et y a fait ses visites au Grand-Vézir, au président du conseil des ministres, au ministre des affaires étrangères et à Fuad éfendi, mustéchar du Grand-Vézir.

— Emin éfendi, secrétaire du conseil municipal de Salonique, est arrivé samedi à bord du *Médjidié*; il a apporté à Constantinople les déclarations civiles des employés ottomans de Salonique et de la province.

— On nous écrit de Samos, en date du 12 de ce mois :

» Une capture importante vient d'être faite par notre gouverneur. M. Coménéno, en personne; voici comment notre correspondant nous raconte :

» Il y a dans l'île de Samos un village qui porte le nom de *Manolates*. C'est là qu'est né